

Échec et mat en Iran

Washington ne peut ni inverser ni contrôler les conséquences d'une défaite dans cette guerre

Robert Kagan, *The Atlantic*, 10 mai 2026 ([source](#), [archive](#)).

Il est difficile de se rappeler un moment où les États-Unis auraient subi une défaite totale dans un conflit, un revers si décisif que la perte stratégique ne pouvait être ni réparée ni ignorée. Les pertes catastrophiques subies à Pearl Harbor, aux Philippines et dans tout le Pacifique occidental durant les premiers mois de la Seconde Guerre mondiale furent finalement surmontées. Les défaites au Vietnam et en Afghanistan furent coûteuses, mais elles n'infligèrent pas de dommage durable à la position globale de l'Amérique dans le monde, parce qu'elles se situaient loin des principaux théâtres de la compétition mondiale. L'échec initial en Irak fut atténué par un changement de stratégie qui, au bout du compte, laissa l'Irak relativement stable et peu menaçant pour ses voisins, tout en maintenant la domination des États-Unis dans la région.

La défaite dans l'affrontement actuel avec l'Iran sera d'une tout autre nature. Elle ne pourra être ni réparée ni ignorée. Il n'y aura pas de retour au statu quo ante, pas de triomphe américain final qui annulera ou compensera le mal causé. Le détroit d'Ormuz ne sera plus « ouvert », comme il l'était auparavant. En contrôlant le détroit, l'Iran s'impose comme l'acteur clé de la région et comme l'un des acteurs clés du monde. Les rôles de la Chine et de la Russie, alliées de l'Iran, s'en trouvent renforcés ; celui des États-Unis, considérablement diminué. Loin de démontrer la puissance américaine, comme les partisans de la guerre l'ont répété à maintes reprises, le conflit a révélé une Amérique peu fiable et incapable de mener à bien ce qu'elle avait commencé. Cela va déclencher une réaction en chaîne à travers le monde, à mesure qu'amis et ennemis s'adapteront à l'échec américain.

Le président Trump aime parler de ceux qui ont « les cartes en main », mais il n'est pas évident qu'il lui en reste encore de bonnes à jouer. Les États-Unis et Israël ont frappé l'Iran avec une efficacité dévastatrice pendant 37 jours, tuant une grande partie des dirigeants du pays et détruisant l'essentiel de son appareil militaire, sans pour autant parvenir à faire tomber le régime ni à lui arracher la moindre concession. Aujourd'hui, l'administration Trump espère que le blocus des ports iraniens accomplira ce que la force massive n'a pas permis d'obtenir. C'est possible, bien sûr, mais un régime qui n'a pas été mis à genoux par cinq semaines d'attaques militaires incessantes a peu de chances de céder sous la seule pression économique. Il ne redoute pas davantage la colère de sa population. Comme l'a [récemment relevé](#) la spécialiste de l'Iran Suzanne Maloney, « un régime qui a massacré ses propres citoyens pour étouffer les manifestations en janvier est tout à fait prêt à leur imposer aujourd'hui des difficultés économiques ».

Certains partisans de la guerre appellent donc à la reprise des frappes militaires, mais ils ne peuvent expliquer comment une nouvelle campagne de bombardements réussirait là où 37 jours de bombardements ont échoué. Toute action militaire supplémentaire conduira inévitablement l'Iran à riposter contre les États voisins du Golfe ; les promoteurs de la guerre n'ont pas non plus de réponse à cela. Trump a interrompu les attaques contre l'Iran non parce qu'il s'ennuyait, mais parce que l'Iran frappait les installations pétrolières et gazières vitales de la région. Le tournant est survenu le 18 mars, lorsque Israël a bombardé le champ gazier iranien de South Pars et que l'Iran a riposté en attaquant la cité industrielle de Ras Laffan, au Qatar, plus grande usine d'exportation de gaz naturel au monde, causant à la capacité de production des dommages qui mettront des années à être réparés. Trump a réagi en décrétant un moratoire sur toute nouvelle frappe contre les installations énergétiques iraniennes, puis en proclamant un cessez-le-feu, alors même que l'Iran n'avait fait aucune concession.

Le calcul des risques qui a contraint Trump à reculer il y a un mois reste valable. Même si Trump mettait à exécution sa menace de détruire la « civilisation » iranienne par de nouveaux bombardements, l'Iran serait encore capable de lancer de nombreux missiles et drones avant que son régime ne tombe – à supposer qu'il tombe. Quelques frappes réussies seulement pourraient paralyser les infrastructures pétrolières et gazières de la région pendant des années, voire des décennies, plongeant le monde, et les États-Unis, dans une crise économique prolongée. Même si Trump voulait bombarder l'Iran dans le cadre d'une stratégie de sortie – afficher sa fermeté afin de masquer sa retraite –, il ne pourrait le faire sans risquer cette catastrophe.

Si ce n'est pas un échec et mat, cela y ressemble fort. Ces derniers jours, Trump [aurait demandé](#) à la communauté américaine du renseignement d'évaluer les conséquences d'une simple proclamation de victoire suivie d'un retrait. On ne peut pas vraiment le lui reprocher. Espérer l'effondrement du régime ne constitue guère une stratégie, surtout lorsque ce régime a déjà survécu à des assauts militaires et économiques répétés. Il pourrait tomber demain, dans six mois, ou pas du tout. Trump n'a pas tout ce temps devant lui, alors que le pétrole se rapproche de 150, voire 200 dollars le baril, que l'inflation augmente et que des pénuries mondiales de denrées alimentaires et d'autres matières premières commencent à se faire sentir. Il lui faut une issue plus rapide.

Mais toute issue autre qu'une capitulation effective de l'Amérique comporte des risques immenses que Trump ne s'est jusqu'ici pas montré prêt à assumer. Ceux qui exhortent avec désinvolture Trump à « finir le travail » reconnaissent rarement les coûts d'une telle option. À moins que les États-Unis ne soient prêts à s'engager dans une guerre terrestre et navale de grande ampleur pour renverser le régime iranien actuel, puis à occuper l'Iran jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement puisse s'installer ; à moins qu'ils ne soient prêts à risquer la perte de navires de guerre escortant des pétroliers à travers un détroit contesté ; à moins qu'ils ne soient prêts à accepter les dommages dévastateurs et durables que la riposte iranienne infligerait vraisemblablement aux capacités productives de la région – se retirer maintenant pourrait apparaître comme la moins mauvaise option. Sur le plan politique, Trump pourrait bien estimer qu'il a de meilleures chances de survivre à une défaite que de survivre à une guerre beaucoup plus vaste, plus longue et plus coûteuse, qui pourrait malgré tout se solder par un échec.

La défaite des États-Unis est donc non seulement possible, mais probable. Voilà à quoi elle ressemble.

L'Iran conserve le contrôle du détroit d'Ormuz. L'hypothèse courante selon laquelle, d'une manière ou d'une autre, le détroit rouvrira lorsque la crise prendra fin est infondée. L'Iran n'a aucun intérêt à revenir au statu quo ante. On parle d'une division entre durs et modérés à Téhéran, mais même les modérés doivent comprendre que l'Iran ne peut pas se permettre d'abandonner le détroit, aussi avantageux que puisse paraître un éventuel accord. D'abord, quelle confiance accorder à un accord conclu avec Trump ? Il s'est pratiquement vanté d'avoir reproduit l'attaque surprise japonaise contre Pearl Harbor en approuvant l'élimination des dirigeants iraniens en pleine négociation. Les Iraniens ne peuvent pas être certains que Trump ne décidera pas d'attaquer de nouveau quelques mois après la conclusion d'un accord. Ils savent aussi que les Israéliens pourraient attaquer à nouveau, puisqu'ils ne se sentent jamais empêchés d'agir lorsqu'ils estiment que leurs intérêts sont menacés.

Et les intérêts d'Israël seront menacés. Comme l'ont [noté](#) de nombreux spécialistes de l'Iran, le régime de Téhéran est actuellement en position de sortir de la crise beaucoup plus fort qu'il ne l'était avant la guerre, ayant non seulement conservé son potentiel nucléaire, mais acquis aussi le contrôle d'une arme encore plus efficace : la capacité de prendre en otage le marché mondial de l'énergie. Lorsque les Iraniens parlent de « rouvrir » le détroit, ils entendent toujours le garder sous leur contrôle. L'Iran pourra non seulement exiger des péages pour le passage, mais aussi limiter le

transit aux pays avec lesquels il entretient de bonnes relations. Si une nation se comporte d'une manière qui déplaît aux dirigeants iraniens, ceux-ci pourront la punir simplement en ralentissant, ou même en menaçant de ralentir, le passage de ses cargos entrant dans le détroit ou en sortant.

Le pouvoir de fermer le détroit ou de contrôler le flux des navires qui le traversent est plus grand et plus immédiat que le pouvoir théorique du programme nucléaire iranien. Ce levier permettra aux dirigeants de Téhéran de contraindre les nations à lever les sanctions et à normaliser leurs relations, sous peine de représailles. Israël se retrouvera plus isolé que jamais, tandis que l'Iran s'enrichira, se réarmera et préservera ses options pour se doter de l'arme nucléaire à l'avenir. Israël pourrait même se trouver dans l'incapacité de s'en prendre aux mandataires de l'Iran : dans un monde où l'Iran exerce une influence sur l'approvisionnement énergétique de tant de pays, Israël pourrait subir d'énormes pressions internationales pour ne pas provoquer Téhéran au Liban, à Gaza ou ailleurs.

Le nouveau statu quo dans le détroit entraînera également un déplacement considérable des rapports de puissance et d'influence, tant au niveau régional que mondial. Dans la région, les États-Unis auront prouvé qu'ils ne sont qu'un tigre de papier, contraignant les États du Golfe et les autres États arabes à composer avec l'Iran. Comme l'ont récemment écrit les spécialistes de l'Iran Reuel Gerecht et Ray Takeyh, « les économies arabes du Golfe ont été construites sous le parapluie de l'hégémonie américaine. Retirez ce parapluie — et la liberté de navigation qui l'accompagne —, et les États du Golfe iront inéluctablement quémander à Téhéran ».

Ils ne seront pas les seuls. Tous les pays qui dépendent de l'énergie en provenance du Golfe devront négocier leurs propres arrangements avec l'Iran. Quel autre choix auront-ils ? Si les États-Unis, avec leur puissante marine, ne peuvent pas ou ne veulent pas rouvrir le détroit, aucune coalition de forces ne disposant que d'une fraction des capacités américaines ne pourra le faire non plus. L'initiative franco-britannique visant à surveiller le détroit après un cessez-le-feu tient un peu de la plaisanterie. Le président français Emmanuel Macron a clairement indiqué que cette « coalition » n'opérerait que dans des conditions pacifiques dans le détroit : elle escortera les navires, mais seulement s'ils n'ont pas besoin d'escorte. Or, avec l'Iran aux commandes, le détroit ne redeviendra pas sûr avant longtemps. La Chine dispose vraisemblablement d'une certaine influence sur Téhéran, mais même elle ne peut pas rouvrir le détroit par la force à elle seule.

L'un des effets de cette transformation pourrait être l'extension d'une course navale entre grandes puissances. Par le passé, la plupart des nations du monde, y compris la Chine, comptaient sur les États-Unis pour prévenir ce type de crise et y répondre. Désormais, les pays d'Europe et d'Asie qui dépendent de l'accès aux ressources du golfe Persique se retrouvent impuissants face à la perte d'approvisionnements énergétiques vitaux pour leur stabilité économique et politique. Combien de temps pourront-ils tolérer cette situation avant de commencer à construire leurs propres flottes, comme moyen de peser dans un monde où chaque nation agit pour elle-même et où l'ordre et la prévisibilité se sont effondrés ?

La défaite américaine dans le Golfe aura également des répercussions mondiales plus larges. Le monde entier peut voir que quelques semaines seulement de guerre contre une puissance de second rang ont réduit les stocks d'armes américains à des niveaux dangereusement bas, sans remède rapide en vue. Les questions que cela soulève quant à la préparation de l'Amérique à un autre conflit majeur pourraient ou non inciter Xi Jinping à lancer une attaque contre Taïwan, ou Vladimir Poutine à intensifier son agression contre l'Europe. Mais à tout le moins, les alliés de l'Amérique en Asie de l'Est et en Europe ne peuvent que s'interroger sur l'endurance américaine en cas de conflits futurs.

L'ajustement mondial à un monde post-américain s'accélère. La position autrefois dominante de l'Amérique dans le Golfe n'est que la première d'une longue série de victimes.